



CONSEIL MUNICIPAL

MERCREDI 22 FEVRIER 2023 – 20H00

COMPTE RENDU DE SEANCE

Ouverture de la séance : 20h08

Etaient présents : Arnaud SAVOIE, Stéphane PITOUT, Gérard MAGNET, Aurélien BERRETTONI (*arrivé à 21h00*), Frédéric LOGEZ, Laurence CHIRAT, Marie-Pierre DUPRE-LATOURE, Etienne FLEURY, Sylviane LAFONT, Nicolas TRICCA, Isabelle BRAILLON, David ZERATHE, Malo TRICCA, Daniel ABAD, Bernard CHATAIN, Catherine CERRO, Sylvie BROYER, Marie-France PILLOT, Monique TALEB, Marie-Claude PHILIPPE, Brice DEVIF

Membres absents ayant donné pouvoir : Anne-Sophie DEVAUX donne pouvoir à Laurence CHIRAT, Magali BACLE donne pouvoir à Stéphane PITOUT, Mélanie BRENIER donne pouvoir à David ZERATHE, Mélanie TRAVIER donne pouvoir à Sylviane LAFONT

Membres absents : Véronique AVENAS

Secrétaire : Malo TRICCA

Le compte-rendu de la séance du Conseil municipal du jeudi 1^{er} décembre 2022 est adopté à 19 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention.

Monique TALEB précise qu'elle vote contre l'approbation de ce compte-rendu au motif que les pouvoirs n'ont pas été annoncés en début de séance.

Marie-France PILLOT demande à ce que le décompte des voix inscrit dans la délibération relative aux tarifs de la bibliothèque soit vérifié, considérant le fait qu'elle n'avait pas pris part à cette délibération.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance Malo TRICCA.

2023-02-22/01 : Débat d'orientations budgétaires

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2312-1 et D.2312-3,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe et notamment son article 107,
Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire,
Vu la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022,

Considérant qu'au sein des communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal, dans les deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette,
Considérant que ce rapport donne ensuite lieu à un Débat d'Orientations Budgétaires,
Considérant que pour débattre des orientations budgétaires 2023, le Conseil municipal a pris connaissance du rapport ci-joint et établi à cet effet,

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires 2023 sur la base du rapport annexé.

Frédéric LOGEZ précise que l'objectif est d'atteindre un montant de versement à la section d'investissement de 400 000 € en comprimant toutes les dépenses de fonctionnement qui peuvent l'être.

Monsieur le Maire indique que des subventions à hauteur de 80% des travaux d'aménagement de l'Agence Postale Communale sont attendues. Suite à la consultation des opérateurs économiques lancée pour les travaux, l'enveloppe financière est davantage de l'ordre de 145 000 à 150 000 € HT que des 190 000 € HT présentés dans l'avant-projet adopté en conseil municipal du 03 novembre 2022.

Malo TRICCA demande si les subventions annoncées notamment par le Conseil Régional sont fléchées en direction de projets spécifiques.

Monsieur le Maire répond que les subventions sont effectivement allouées sur des projets. Toutefois, la Région s'était engagée sur le versement d'une somme de 150 000 € pour le financement de l'Agence Postale Communale. Ce montant ne pourra pas être atteint du fait de la baisse de l'enveloppe prévisionnelle des travaux. Monsieur le Maire travaille donc pour essayer de faire flécher le manque à gagner vers d'autres projets. Monsieur le Maire précise que le Conseil Régional n'a pas encore délibéré sur cette subvention, le dossier est simplement passé en commission.

Frédéric LOGEZ précise que si des subventions sont disponibles, il est nécessaire d'aller les chercher, d'effectuer une veille pour fournir aux services communaux les éléments requis pour la constitution de dossiers de demande en cohérence avec les objectifs poursuivis par les partenaires financeurs. Il est par ailleurs nécessaire d'effectuer les travaux, dans les délais, pour lesquels des subventions ont été obtenues, faute de quoi la commune est contrainte de rembourser les sommes perçues, comme cela a été le cas pour les aides départementales touchées pour la création de la cuisine centrale et l'opération Châteaubrun.

2023-02-22/02 : Tarifs des scènes jarréziennes – Spectacles de la Comédie de Saint-Étienne

Dans le cadre de sa politique culturelle la ville de Soucieu-en-Jarrest souhaite développer une programmation de spectacles pluridisciplinaires (danse, théâtre, musique, etc.) dont l'objectif est d'être accessible au plus grand nombre.

Plusieurs partenariats sont également mis en place de manière à garantir la diversité des propositions. En date du 6 juillet 2022, par délibération n° 2022-07-06/02, le conseil municipal a approuvé l'instauration des tarifs applicables à la billetterie des spectacles organisés par la ville de Soucieu-en-Jarrest à compter du 1^{er} août 2022.

Lors de sa programmation 2023, la ville de Soucieu-en-Jarrest a sollicité la compagnie de Saint-Étienne. Considérant que la compagnie de Saint-Étienne applique un tarif différent pour les entrées de ses spectacles, il convient donc de prévoir pour ces derniers un tarif exceptionnel.

Tarif Plein	Tarif réduit Demandeur d'emploi, étudiant, moins de 18 ans, personne en situation de handicap et leurs accompagnateurs, Enfants de moins de 13 ans	Jeune public (moins de 12 ans)
Tarif	Tarif	Gratuit
11 €	7 €	
Réduction de 2 € si réservation préalable jusqu'à la veille du spectacle		
9 €	5 €	Gratuit

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, d'approuver ces tarifs pour les représentations de la compagnie de Saint-Étienne.

Vu le Code Général des Impôts ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents et représentés :

APPROUVE l'instauration des tarifs applicables à la billetterie des spectacles organisés par la commune de Soucieu en Jarrest en partenariat avec la Comédie de Saint Etienne,

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables afférentes.

ADMINISTRATION GENERALE

2023-02-22/03 : Suppression du poste de 8^{ème} adjoint

Monsieur le Maire expose :

Par lettre du 11 janvier 2023, Madame Mélanie BRENIER a informé la commune de son souhait de démissionner de son mandat de 8^{ème} adjointe de la commune de Soucieu-en-Jarrest.

Par lettre en date du 10 février 2023, le Préfet du Rhône a accepté cette démission.

La démission précitée laisse le poste de 8^{ème} Adjoint libre. Il est proposé de ne pas réattribuer les missions exercées par Madame BRENIER. Par conséquent, il y a lieu de supprimer le poste de 8^{ème} adjoint pour n'en conserver que 7.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2121-4, R2121-2 et R2121-4,

Vu la lettre de démission de Madame Mélanie BRENIER du 11 janvier 2023,

Vu la lettre du Préfet du Rhône du 10 février 2023 acceptant cette démission,

Vu la délibération n°2021-11-24/01 du 24 novembre 2021 fixant le nombre d'adjoints à 8,

Sylvie BROYER demande comment vont être réparties les missions portées jusqu'alors par l'adjointe non remplacée et qui seront les interlocuteurs pour les Jarréziens.

Monsieur le Maire explique que les missions relevant de la délégation affaires scolaires et périscolaires seront scindées en trois parts :

- Les missions relevant du portage de projets articulés en particulier autour des bâtiments seront reprises par Monsieur Stéphane PITOUT, actuellement délégué aux bâtiments publics
- Le suivi des prestations de restauration collective revient à Monsieur Frédéric LOGEZ
- Les missions liées aux relations avec les partenaires, Education nationale, parents d'élèves, etc. seront assurées par Madame Marie-Claude PHILIPPE.

Sylvie BROYER demande à qui incombera la gestion du CME (Conseil Municipal d'Enfants) et l'interface avec la SPL Enfance en Pays Mornantais et la COPAMO pour les centres de loisirs.

Monsieur le Maire indique que Mélanie BRENIER va conserver une partie de ses missions et notamment celles relatives au CME. Monsieur le Maire étant présent à la COPAMO, il se fera le relais entre la commune et elle pour les centres de loisirs.

Monsieur le Maire indique que Stéphane PITOUT reprenant le volet projets de la délégation affaires scolaires et périscolaires, il sera épaulé sur sa délégation urbanisme par Monsieur Etienne FLEURY. Ce dernier s'occupera des questions relatives à l'urbanisme opérationnel.

Monsieur le Maire précise qu'Etienne FLEURY et Marie-Claude PHILIPPE seront dès lors conseillers municipaux délégués et ont demandé à ne pas percevoir d'indemnités de fonctions pour l'exercice de ces délégations.

Sylvie BROYER et Monique TALEB considèrent qu'il aurait sans doute été plus simple de nommer un nouvel adjoint.

Monsieur le Maire indique que cette option a été étudiée mais n'a pas pu être concrétisée du fait des contraintes de disponibilité des conseillers municipaux.

Frédéric LOGEZ indique qu'une solution a été recherchée pour assurer la continuité pour faire face à un départ survenu rapidement. Si cette solution ne devait pas apporter pleine satisfaction, l'équipe réagirait en conséquence.

Sylvie BROYER ajoute que les Jarréziens ont besoin de pouvoir identifier leurs interlocuteurs dans l'équipe municipale et s'inquiète du fait que le morcellement des compétences ne soit pas bien lisible pour tout le monde.

Laurence CHIRAT indique qu'il sera important de faire une communication dans le Soucieu Mag à ce sujet pour clarifier les choses.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

DECIDE la suppression du poste de 8^{ème} adjoint

ACTUALISE le tableau du Conseil municipal comme annexé à la présente délibération.

2023-02-22/04 : Indemnités des élus – Modification de la répartition

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal des dispositions du Code général des Collectivités Territoriales relatives aux indemnités de fonction des Maires, adjoints et conseillers municipaux, et l'invite à délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-1 et R.2123-23,

Vu la délibération n°2020-05-25/01 en date du 25 mai 2020 portant sur l'installation du Conseil municipal, l'élection du Maire, la détermination du nombre d'adjoints et l'élection des adjoints,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 25 mai 2020,

Vu la délibération n°2023-02-22/03 portant suppression d'un poste d'adjoint,

Considérant la nomination de deux conseillers municipaux délégués supplémentaires,

Vu la demande expresse des deux conseillers municipaux délégués supplémentaires de ne pas bénéficier d'indemnités de fonctions actée par courriers en date du 03 février 2023 et du 09 février 2023,

Vu la délibération n°2021-12-16/03 fixant les indemnités de fonction des élus,

Considérant que l'article L2123 du Code général des collectivités territoriales fixe le montant de l'indemnité allouée au titre de l'exercice des fonctions de maire,

Pour la commune de Soucieu-en-Jarrest, comprise dans la tranche de population municipale allant de 3 500 à 9 999 habitants, le taux de l'indemnité attribuée au maire est de 55% de l'indice brut terminal de la fonction publique, sauf demande expresse de sa part de ne pas bénéficier de ce taux maximum,

Considérant l'absence de demande expresse de Monsieur le Maire de ne pas bénéficier du taux maximum, Considérant que les articles L2123-24 et L2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales fixent les taux maximum des indemnités de fonction susceptibles d'être versées aux adjoints et aux conseillers municipaux et qu'il y a donc lieu de déterminer le taux des indemnités alloués aux adjoints et aux conseillers municipaux,

Considérant que la commune, suite au recensement de la population, compte 4696 habitants en 2023 (population totale),

Considérant qu'il convient d'approuver les taux des indemnités de fonction des adjoints et des conseillers municipaux délégués,

Vu la délibération n°2023-02-22/03 en date du 22 février 2023, approuvant le tableau du conseil municipal suite à la démission d'un adjoint et la suppression de ce poste d'adjoint,

Considérant qu'il convient donc d'approuver la nouvelle répartition des taux d'indemnité de fonction des élus,

La suppression du poste de 8^{ème} adjoint fixe désormais leur nombre à 7. Il y a donc lieu de revoir les modalités de versement de l'indemnité des élus, la suppression de ce poste entraînant mécaniquement une revue à la baisse de l'enveloppe globale.

Ainsi, l'enveloppe globale est ainsi calculée :

- Maire : 55 % de l'indice brut 1027 = 2 214,04 euros mensuel
- Adjoints : 22 % de l'indice brut 1027 x 7 adjoints = 6 199,31 euros mensuel

Les taux fixés par délibération n°2021-12-16/03 conduisent à l'octroi d'indemnités inférieures au montant défini dans l'enveloppe globale calculée ci-dessus. La délibération précitée n'est donc modifiée que sur le calcul de l'enveloppe globale.

Sylvie BROYER indique qu'elle s'abstiendra lors du vote de cette délibération car l'équité est importante. Tous ceux qui travaillent et disposent de délégations doivent être indemnisés à ce titre.

Monsieur le Maire rappelle que l'absence d'indemnisation pour deux conseillers municipaux délégués est la conséquence du choix de ces conseillers.

Le conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à 23 voix pour et 1 abstention,

PREND ACTE de l'absence de demande expresse du Maire visant à ne pas bénéficier du taux maximum à hauteur de 55 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

PREND ACTE de la demande expresse de deux conseillers municipaux délégués de ne pas bénéficier d'indemnités de fonction,

DECIDE que le montant des indemnités de fonction des adjoints et des conseillers municipaux est fixé aux taux suivants (cf. tableau de répartition des indemnités, joint en annexe de cette présente délibération), dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux Maires et aux adjoints par les articles précités, c'est-à-dire : indemnité maximum allouée au Maire (55 %) + indemnité maximum allouée aux adjoints (22 % x 7 adjoints), soit 209 % de l'indice brut terminal de la fonction publique,

A compter du 23 février 2023 :

Calcul de l'enveloppe globale

	Indemnités exprimées en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Nombre d'élus	Total
Maire	55 %	X 1	55 %
Adjoints	22 %	X 7	154 %
Total général			209 %

Indemnités de fonction

	Indemnités exprimées en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Nombre d'élus	Total
Maire	55 %	X 1	55 %
Adjoint	15,427 %	X 7	107,99 %
Conseiller délégué 1	15,427 %	X 1	15,427 %
Conseillers délégués 2 et 3	0 %	X 2	0 %
Total général			178,417 %

PRECISE que le montant maximum des crédits ouverts au budget de la commune pour le financement des indemnités de fonctions du Maire, des adjoints et de conseillers municipaux est inférieur au montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints,

ADOpte le tableau des indemnités de fonction allouées aux élus annexé à la présente délibération, établi en application de l'article L.2123-20-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, à compter du 25 mai 2020 pour le Maire et à compter du 23 février 2023 pour les adjoints et conseillers municipaux délégués,

PRECISE que les indemnités de fonction seront payées mensuellement,

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits ouverts à l'article 6531.

2023-02-22/05 : Convention de mise à disposition d'un vélo à assistance électrique

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-3,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO) validés par arrêté préfectoral n°69-2021-06-01-00004 en date du 1^{er} juin 2021 et notamment ses compétences « Protection et mise en valeur de l'environnement » et notamment les actions réalisées dans le cadre des schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie et « Mobilités »,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu la loi n°2021-3875 du 20 juillet 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu la délibération n°9/2020 en date du 19 février 2020 du Syndicat de l'Ouest Lyonnais concernant l'approbation du Plan Climat Air Energie Territorial de l'Ouest Lyonnais,

Vu la délibération n°2021-010 du Conseil Communautaire en date du 6 avril 2021 portant approbation d'un programme partagé et solidaire de transition écologique du Pays Mornantais,

Monsieur le Maire expose :

Consciente de l'impact du réchauffement climatique, la Communauté de Communes du Pays Mornantais s'engage à travers son plan de mandat 2020-2026 pour une transition énergétique efficace.

D'une part, elle travaille avec ses partenaires à l'amélioration des déplacements avec la Métropole par un rabattement efficace en transport en commun et d'autre part elle met en œuvre des actions concrètes avec les communes pour promouvoir les mobilités actives dans le cadre du fond et du programme d'action partagé et solidaire.

Pour rappel, le programme prévoit notamment l'aide aux communes à la réalisation d'étude mobilité, à l'acquisition de radars pédagogiques, de stationnement vélos, à la réalisation d'aménagements favorisant les modes actifs. Les habitants sont également encouragés à la pratique du vélo utilitaire grâce à une aide financière à l'acquisition de vélo à assistance électrique.

Afin de compléter ce dispositif et d'encourager la mobilité douce dans le cadre de déplacements professionnels courts, une flotte de 17 vélos à assistance électrique a été acquise par la COPAMO à destination des élus et des techniciens du territoire, dans le cadre du fond de transition écologique mis en place.

15 vélos à assistance électrique seront mis à disposition des communes pour équiper chaque mairie (Mairies déléguées incluses) et 2 seront destinés à l'usage de la COPAMO.

Cette mise à disposition intervient selon les modalités précisées dans la présente convention.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

APPROUVE la convention de mise à disposition d'un vélo à assistance électrique (VAE) avec la Communauté de Communes du Pays Mornantais annexée à la présente délibération.

2023-02-22/06 : Convention de prêt de matériel communal – Modification des montants de dépôts de garantie

Monsieur le Maire expose :

Par délibération n°2013-10-07/11 du 07 octobre 2013, le conseil municipal a approuvé la convention de mise à disposition du matériel communal aux associations jarréziennes et fixé les montants de dépôts de garantie demandé pour certains équipements.

La pérennité de ces matériels implique, sur le plan financier, un dépôt de garantie lors de la réservation. Ce dépôt sera constaté dans le cadre d'une régie de recettes et versé le cas échéant, entre les mains du comptable public. Une convention de prêt précisera les modalités de mise à disposition et de restitution des matériels cités ci-dessous.

Les matériels prévus dans le cadre de la délibération de 2013 ayant été remplacés, il convient de modifier la convention de prêt et d'actualiser les montants des dépôts de garantie.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de fixer les montants de dépôt de garantie comme suit :

Montant dépôt de garantie	150 €	1 100 €
Matériel concerné	Sonorisation mobile comprenant un micro H.F. + câble électrique, un pied pour micro, Chauffe Saucisses électriques 4 plots, Chauffe Saucisses électriques 4 plots (SOFRACA), Percolateur de 7 litres 60 tasses, Machines à café Contessa 1.8 Litres, Machine à Pop-Corn	Structure modulable d'une superficie de 24 m ² (6x4) avec périphérie, Structure modulable d'une superficie de 48 m ² (6x8) avec périphérie, Tente parapluie d'une superficie de 12m ² (4x3) avec périphérie, Tentes parapluie d'une superficie de 18 m ² (6x3) avec périphérie, Tentes parapluie d'une superficie de 24 m ² (6x4) avec périphérie

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents et représentés,

Vu la délibération °2013-10-07/11 du 07 octobre 2013 relative aux conventions de prêt de matériel communal,

Considérant la nécessité de revoir les montants de dépôts de garantie prévus suite au renouvellement des matériels prêtés,

APPROUVE la convention de prêt de matériel communal annexé à la présente délibération

APPROUVE les montants de dépôts de garantie précisés ci-dessus

DIT que les écritures comptables se rapportant à ces opérations seront constatées aux comptes 165 du budget « Dépôts et cautionnements reçus ».

Monique TALEB demande si le montant du dépôt de garantie s'applique à chaque élément de la liste ou si un seul dépôt permet d'emprunter plusieurs équipements.

Monsieur le Maire précise que le dépôt de garantie s'applique à chaque matériel individuellement.

2023-02-22/07 : Convention de mutualisation des services de police municipale avec les communes de Messimy et Thurins

Arrivée d'Aurélien BERRETTONI à 21h00

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2212-1,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment ses articles L.511-1 et suivants et L512-1,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles R.521-1 et suivants,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant que les communes de Soucieu-en-Jarrest, Messimy et Thurins sont limitrophes,

Considérant l'intérêt de permettre un travail en commun des agents de police municipales de ces trois communes au bénéfice de la population,

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 28 novembre 2022,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de signer une convention entre les communes de Soucieu-en-Jarrest, Messimy et Thurins pour permettre le travail en commun des agents de police municipale et notamment sur les missions de contrôle de vitesse pour lesquelles un cinémomètre a été acheté en commun.

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à 22 voix pour et 3 abstentions,

APPROUVE la convention de mise en commun des policiers municipaux de Soucieu-en-Jarrest, Messimy et Thurins annexée à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et toute pièce nécessaire à l'exécution de la délibération.

Daniel ABAD regrette le manque de présence de l'agent de police municipale, en particulier au centre-bourg. Ce dimanche 19 février, neuf véhicules sur dix n'ont pas respecté le stop entre les deux départementales.

Stéphane PITOUT indique que l'agent est bien présent et tourne de manière régulière.

Monsieur le Maire précise que la police municipale relève des mêmes règles de gestion du personnel que les autres agents municipaux. Aussi, la commune n'est pas en mesure d'apporter de solution à la problématique des dimanches, en dehors de demander aux services de gendarmerie de prévoir des passages.

Malo TRICCA indique que la mutualisation des effectifs est bienvenue pour les problématiques des contrôles routiers pour éviter que l'agent communal se trouve seul dans cette situation.

Daniel ABAD considère que la problématique de la sécurité n'est pas assez prise en compte par l'équipe municipale. Un travail avait bien été amorcé avec Gérard MASSONNET, Anne-Sophie DEVAUX avait un peu repris la question, mais depuis, la thématique n'est plus portée. Il n'y a plus eu aucun contact pour la participation citoyenne par exemple.

Monsieur le Maire indique qu'une gendarmerie est susceptible d'ouvrir à Thurins. La commune de Soucieu-en-Jarrest y serait rattachée. Cela permettrait aux gendarmes d'avoir un territoire à couvrir moins important qu'actuellement et donc de renforcer la présence des forces de l'ordre.

Sylvie BROYER indique que l'on voit circuler davantage de poids lourds au centre-bourg depuis quelques temps et que les mauvaises habitudes semblent avoir été reprises.

Stéphane PITOUT expose que les services de gendarmerie effectuent des opérations de contrôle routier de manière régulière. Cependant, les lieux particulièrement sujets aux incivilités routières se déplacent au gré des lieux contrôlés par les gendarmes. Il faut donc être vigilants, même si la commune ne dispose que de peu de moyens.

Sylviane LAFONT précise que la question de la sécurité comporte plusieurs aspects, dont celui de la sécurité routière qui est l'objet de la présente discussion. Il est nécessaire, sur ce volet, d'agir sur les infrastructures pour rendre impossibles les dépassements de vitesse au centre-bourg.

Daniel ABAD signale que d'autres problèmes de sécurité se posent avec notamment des départs de feu constatés dans les anciens locaux des services techniques.

Stéphane PITOUT informe que suite à ces actes de délinquance, les services municipaux ont mis en place des systèmes de surveillance dans ces locaux : des actions ont bien été mises en place en réponse.

Monique TALEB considère que les missions de contrôles routiers relèvent de la compétence de la gendarmerie. Elle interroge sur la possibilité d'avoir un agent supplémentaire, mutualisé entre les trois communes et donc amené à être « volant » plutôt que de laisser un territoire sans policier municipal le temps qu'il intervienne sur une autre commune.

David ZERATHE indique qu'une telle mutualisation avec partage des rémunérations ne serait possible qu'à l'échelle de la Communauté de Communes.

2023-02-22/07 : Modification du tableau des effectifs

Monsieur Le Maire expose que certains agents remplissent les conditions d'ancienneté pour un avancement de grade durant l'année 2023.

Conformément à l'article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Conformément aux articles L522-23 à L522-31 du code général de la fonction publique, concernant les avancements de grade,

Au vu des Lignes Directrices de Gestion et du tableau annuel des avancements de grade établi pour l'année 2023, et après appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience des agents concernés,

Il est proposé les modifications suivantes.

Filière Animation	
Suppression	Création
Adjoint d'animation 15h00	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe 15h00
Adjoint d'animation 12h00	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe 12h00
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe 18h45	Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe 18h45

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

DECIDE d'approuver le tableau des emplois ainsi proposé qui prendra effet à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération pour la filière animation.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette délibération

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois créés seront inscrits au budget principal 2023.

2023-02-22/08 : Délibération prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et définissant les modalités de concertation

Monsieur Stéphane PITOUT, 1^{er} adjoint au Maire, en charge de l'urbanisme, de la voirie, des bâtiments et de l'ITS expose :

Il est rappelé aux membres du Conseil Municipal que la Commune est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 19 décembre 2018 par la délibération municipale N°2018-12-19/02. Une mise à jour de l'annexe des Servitudes d'Utilités Publiques a été actée par l'Arrêté N°046-2022 le 20 mai 2022. Une mise à jour du classement sonore des voies a été actée par l'Arrêté N°018-2023 le 25 janvier 2023.

Le PLU est un outil stratégique de mise en œuvre à moyen et long terme de la politique d'aménagement urbain. Il constitue un document essentiel retraçant le projet de la Commune en matière de développement économique et social, d'urbanisme et d'environnement.

Contexte de la mise en révision :

La commune de Soucieu-en-Jarrest est en constante évolution ; sa population croissante et rajeunissante fait apparaître de nouveaux besoins qu'il est nécessaire de prendre en compte.

La Commune est dotée d'un commerce de proximité situé dans le centre-bourg, face à l'église, dont le bail sera prochainement dénoncé, dans un délai trop court pour envisager la construction d'un bâtiment neuf. Il était donc indispensable de trouver rapidement une solution afin de conserver une supérette alimentaire de proximité. L'ancienne caserne de pompiers est un bâtiment communal suffisamment dimensionné pour accueillir un tel commerce, et idéalement situé, en cœur de village, proche des commerces existants et équipements publics (future Agence postale communale, parking public en cours d'aménagement, boucherie). Ce bâtiment faisant partie d'une OAP qui le destine à recevoir du logement, un permis précaire a été déposé afin de laisser le temps à la Commune de modifier cette OAP, ainsi que le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable).

Plus largement, certaines OAP (Orientations d'Aménagement Programmées) déjà réalisées peuvent être retirées du PLU. D'autres doivent être réadaptées.

D'autre part, le 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (PLH3) de la COPAMO a été adopté le 24 janvier 2023, il est donc nécessaire de mettre le document d'urbanisme de la Commune en accord avec ses objectifs.

Objectifs poursuivis :

En application des articles L. 153-11 et L.103-3 du Code de l'Urbanisme, il appartient au Conseil municipal de préciser les objectifs poursuivis par la Commune dans le cadre de cette procédure.

Il est donc proposé au Conseil de définir les objectifs du futur PLU de la façon suivante :

- 1- Intégrer les dernières évolutions réglementaires et du contexte supra-communal (PLH3, zonage d'assainissement, loi ZAN)
- 2- Accompagner et maîtriser le développement urbain de la commune
 - Créer les conditions nécessaires à l'accueil de jeunes ménages et primo-accédants et poursuivre l'accueil d'une nouvelle population de manière échelonnée,
 - Répondre aux différents besoins de la population en matière d'équipements et services,
 - Renforcer la centralité du village et l'accès aux commerces de proximité et activités de services,
 - Consolider les circulations douces et faciliter les continuités écologiques,
 - Adapter le réseau viaire à l'urbanisation de la commune,
 - Utiliser les outils d'urbanisme disponibles afin de pallier les divisions successives de parcelles permettant aux aménageurs de contourner les obligations de mixité sociale,
 - Etudier la possibilité de créer des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en fonction des recommandations du PLH3.
- 3- Préserver le cadre de vie et l'environnement, limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

A cet effet, il sera nécessaire de :

- Mettre le PLU en conformité avec le PLH3,
- Revoir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD),
- Étudier les possibilités d'urbanisation (partielle ou totale) de la vaste zone naturelle entre les quartiers de la Piat et de Verchery,
- Retravailler les OAP suivantes :
 - n°1.3 La Piat – Micky Barange : Modifier la destination de l'ancienne caserne ou la sortir de l'OAP
 - n°1.2 Les Lattes : réfléchir la cohérence de certains points : adaptation des accès, contrôle de la densification, ainsi que l'aménagement au Nord,
 - n°3 Terreaux-Verdun : OAP à mettre en exécution prochainement, réfléchir à la mixité sociale (100% dédiée à du locatif social actuellement),
 - n°6 Bel Air – La Combe : réfléchir sur la nécessité de maintenir cette OAP
- Supprimer les Orientations d'Aménagement Programmées (OAP) déjà réalisées :
 - n°1.1 La Piat-Moulin à Vent : en cours de réalisation
 - n°4 Château Brun : en cours d'achèvement,
 - n°7 La Tolonne : en cours d'achèvement.
- Revoir les emplacements réservés, en particulier :
 - S2, V10, V20 et V24 : abandon
 - Envisager une réserve de voirie pour cheminement piéton au Nord du lotissement la Tolonne (AM0487 AM0488 AM0491)
- Procéder à des adaptations réglementaires pour les points du règlement qui posent des problèmes de mise en application,
- Intégrer les obligations réglementaires concernant les emplacements vélos dans les bâtiments (Arrêté du 30 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments).

Modalités de concertation :

Une procédure de concertation sera engagée, associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme révisé, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Elle sera organisée selon les modalités suivantes :

- Au moins une réunion publique de lancement de la révision ;
- Une réunion publique de partage du diagnostic ;
- Des ateliers thématiques ;
- Une réunion publique de synthèse des ateliers et de la concertation ;
- Mise à disposition d'un registre en mairie, à ses jours et heures habituels d'ouverture, destiné à recueillir les observations du public, pendant toute la durée de la concertation ;
- Mise en place d'un espace dédié sur la plateforme numérique de concertation de la commune qui permettra notamment :
 - D'accéder aux documents présentés et aux comptes rendus des réunions publiques et ateliers ;
 - De prendre connaissance des documents de référence produits pendant l'élaboration de la révision : diagnostic, projets d'orientations, d'aménagement et de programmation.
 - D'intervenir en posant des questions, faisant des remarques et des propositions tout au long de la démarche.

Le public sera informé de la tenue des réunions publiques et des ateliers thématiques par les voies de communications habituelles de la commune : magazine municipal, site internet de la commune et panneau lumineux.

Au-delà de ces engagements qui seront strictement respectés pendant toute la durée de l'élaboration du projet, la commune pourra compléter la concertation selon différentes modalités, en fonction de l'évolution de la révision et des propositions du maître d'œuvre.

Dans le cadre de la procédure de révision du PLU, le conseil municipal sera amené à :

- Débattre sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD),
- Délibérer sur le bilan de la concertation et sur l'arrêt du projet de révision,
- Organiser l'enquête publique,
- Délibérer sur l'approbation de la révision du PLU.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu le code de l'urbanisme et, notamment, ses articles L101-2, L.103-2 à L 103-6, L132-7, L 132-9, L 153-31 à L 153-35 ;

Vu les articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Considérant l'abrogation, par décret 2021-1311 du 7 octobre 2021, de l'art. R2121-10 du Code Général des Collectivité Territoriales, qui prévoit la publication des délibérations du Conseil Municipal au recueil des actes administratifs ayant une périodicité au moins trimestrielle pour les communes de 3500 habitants et plus, cette publication se fera sur le site internet de la Commune.

Vu l'article L 153-11 du Code de l'urbanisme, elle sera notifiée aux personnes publiques associées, visées notamment aux articles L 132-7, L 132-9 à L 132-11 du Code de l'urbanisme ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 02 février 2011 ;

Considérant la Délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2018 ayant approuvé le plan local d'urbanisme (PLU) en vigueur ;

Considérant l'Arrêté 046-2022 de mise à jour de l'annexe de Servitudes d'utilité publique du PLU de la Commune ;

Considérant l'Arrêté 018-2023 de mise à jour du classement sonore des voies du PLU de la Commune ;

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents et représentés, DECIDE DE :

PRESCRIRE la procédure de mise en révision du PLU

CHARGER Monsieur le Maire de conduire cette procédure, conformément aux dispositions des articles R.153-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

DEFINIR les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation préalable, engagée en application des articles L.153-11 et L.103-3 du Code de l'Urbanisme, tels que décrits ci-dessus

RAPPELER que conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, la Commune pourra, à compter de la publication de la présente délibération, décider de surseoir à statuer dans les conditions et délais prévus à l'article L.424-1 dudit code, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan dès lors qu'a eu lieu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable

DEMANDER, conformément à l'article L.132-5 du Code de l'Urbanisme, que les services déconcentrés de l'Etat soient mis gratuitement à disposition de la Commune pour assurer le suivi de la procédure de révision du PLU

SOLLICITER de l'État, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses nécessaires à la révision du PLU

SOLLICITER le Conseil départemental pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du PLU

DONNER délégation au maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaire à l'élaboration de la révision du PLU

D'INSCRIRE les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU au budget de l'exercice considéré en section d'investissement, conformément à l'article L.132-16 du Code de l'Urbanisme

Stéphane PITOUT informe du fait qu'une commission spécifique sera créée pour la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Marie-Pierre DUPRE-LATOUR demande s'il est prévu, dans le cadre de cette révision, d'enfin prendre en compte le droit à la vue et à l'ensoleillement.

Stéphane PITOUT précise que le Plan Local d'Urbanisme de la commune est récent et a été bien fait ; le contenu du PLU est fortement contraint par les services de l'Etat. Aussi, le futur document ne devrait pas connaître de révolution réglementaire importante.

2023-02-22/09 : Dénomination d'une voie – Lotissement Rue du Moulin à Vent

Monsieur Stéphane PITOUT, 1^{er} adjoint au Maire, en charge de l'urbanisme, de la voirie, des bâtiments et de l'ITS expose :

Vu la délibération du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest n° 2020-12-17/08 en date du 17 décembre 2020 validant la révision du plan d'adressage de la commune,

Vu le travail de mise en conformité de l'adressage réalisé sur la commune en 2021 afin d'établir un plan des voies communales et rurales de la commune, nécessaire à l'identification précise et rapide des habitations,

Vu le permis de construire PC 069 176 21 00048 accordé à la société AX'HOME pour la construction d'un lotissement de 14 logements rue du Moulin à Vent, transféré à la société SCCV VILLA SOLEIA, et modifié le 11 janvier 2023,

Vu la nécessité de choisir un nom pour la voie qui desservira le programme et qui ralliera la rue du Moulin à Vent à l'allée des Nectavignes,

Considérant l'avis de la Commission d'urbanisme qui s'est réunie le 4 octobre 2022, et qui s'est prononcée sur le choix d'un nom de voie, sur une proposition du Conseil des Aînés,

Il est proposé au Conseil Municipal de nommer la voie : « Allée René Rouzier ».

Né en 1932 et décédé en 2016, père de quatre enfants, cadre administratif en entreprise, René ROUZIER était passionné de musique et souhaitait que l'église de Soucieu-en-Jarrest soit équipée d'un orgue digne de ce nom. Il créa à cet effet l'association « Autour de l'orgue ».

Le Conseil municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré à l'unanimité de ses membres présents ou représentés,

DECIDE de valider le nommage et le positionnement de l'impasse privée « Allée René Rouzier »,

DIT que le plan joint figurant en annexe de la présente délibération sera envoyé au cadastre pour intégration dans les systèmes,

VALIDE l'ajout de la voie « Allée René Rouzier » à la liste des voies privées du tableau de classement des voies communales,

DIT que le tableau ainsi mis à jour sera envoyé à la COPAMO pour intégration dans leurs systèmes,

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

QUESTIONS DIVERSES

ETAT RECAPITULATIF DES INDEMNITES DES ELUS EN 2022

Fonction	Indemnité communale	Indemnité COPAMO	Indemnité SIAHVG
Maire	22 119,26 €	5 698,73 €	0,00 €
1 ^{er} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
2 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
3 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
4 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
5 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	2 849,36 €	0,00 €
6 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
7 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
8 ^{ème} adjoint	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
Conseiller délégué	7 326,13 €	0,00 €	0,00 €
Conseiller municipal	0,00 €	0,00 €	10 286,23 €

PLAQUE COMMEMORATIVE A L'AGENCE POSTALE COMMUNALE

Monsieur le Maire expose la proposition d'apposer sur le bâtiment qui accueillera l'Agence Postale Communale une plaque commémorative au nom de Gérard MASSONNET pour son implication dans la sauvegarde du service postal sur la commune.

Marie-France PILLOT indique que le précédent conseil municipal avait délibéré contre la fermeture de la Poste à l'époque. Aussi, indépendamment de la personne de Monsieur MASSONNET, elle s'abstiendra sur cette décision.

Stéphane PITOUT souligne que le groupe ayant délibéré contre la fermeture de la Poste a également voté contre le projet de réouverture du service par le biais d'une Agence Postale Communale.

Daniel ABAD expose qu'à son sens, ce n'est pas au titre de son engagement pour le service postal que Gérard MASSONNET mériterait d'être connu des Jarréziens, mais davantage au titre de son engagement bénévole sportif, considérant le fait qu'il a donné de nombreuses années au club de handball.

Gérard MAGNET précise que ces derniers temps, le service postal relevait une importance particulière pour lui et qu'il serait certainement fier d'avoir une plaque à son nom.

Sylvie BROYER indique que la question de la personnification de bâtiments publics est toujours délicate. Il est compliqué de savoir comment le message peut être reçu par les Jarréziens.

CENTRE-BOURG PHASE 2

Aurélien BERRETTONI expose que dans le cadre des travaux du centre-bourg, la rue Charles de Gaulle va être impactée avec notamment l'élargissement des trottoirs pour leur mise aux normes. Le projet prévoit l'élargissement jusqu'au droit du fleuriste. Toutefois, à ce niveau et de l'autre côté de la chaussée se trouve un mur de soutènement.

La problématique est l'articulation entre d'une part l'exigence de maintenir une largeur de chaussée à 6 mètres et le souhait de poursuivre l'élargissement du trottoir au-delà du fleuriste. Ces deux points ne peuvent être conciliés en cas de maintien du mur de soutènement en l'état.

Il est donc nécessaire de faire les choix suivants :

- Soit on n'élargit pas le trottoir au-delà du fleuriste auquel cas la largeur de chaussée est préservée : le mur de soutènement reste en l'état et aucun platane n'est impacté
- Soit on élargit le trottoir, auquel cas il est nécessaire de toucher au mur et à certains platanes pour atteindre les 6 mètres de voirie réglementaire. Si cette option est retenue :
 - o Soit le mur est remplacé par un enrochement ou des gabions
 - o Soit le mur est déplacé et refait en béton armé avec un parement à l'identique du mur actuel et deux platanes sont abattus.

Ces décisions étant impactantes du point de vue de la sécurité, de l'esthétisme et des surcoûts induits, la commission centre-bourg a souhaité recueillir l'avis du conseil municipal.

Daniel ABAD demande quel est l'état des platanes sur le secteur concerné.

Aurélien BERRETTONI indique qu'un des platanes a été repéré comme point noir lors du diagnostic. S'il ne représente pas de danger immédiat, il a vocation à être abattu quoi qu'il en soit.

Frédéric LOGEZ expose son constat selon lequel le trottoir tel qu'il est actuellement après le fleuriste est véritablement dangereux, en particulier pour les familles avec enfants et poussettes.

Nicolas TRICCA exprime le fait que le projet de requalification du centre-bourg portait largement sur sa sécurisation et qu'il convient de privilégier cet aspect.

Laurence CHIRAT précise que le seul passage permettant aux personnes à mobilité réduite de rejoindre le centre-bourg depuis la Place de la Flette est justement ce trottoir. En effet, la pente de l'autre côté de la place est trop importante.

Nicolas TRICCA demande si le fait de décaler la chaussée peut constituer l'occasion de mettre une chicane ou un autre dispositif visant à réduire la vitesse de circulation.

Aurélien BERRETTONI indique qu'il en existe une petite actuellement.

Monsieur le Maire précise que la commune ne peut pas installer de chicane sur la départementale.

Daniel ABAD demande si les pierres du mur actuel pourraient être récupérées en vue d'une éventuelle réutilisation. Un chiffrage sera demandé pour voir si cette option peut être envisagée.

Stéphane PITOUT précise qu'étant donné que l'utilisation de gabions n'est pas autorisée pour ériger des murs de clôture au PLU, il serait bienvenu que la commune n'en utilise pas elle-même.

Laurence CHIRAT informe du fait que la reprise et la sécurisation du parvis de la mairie est actuellement à l'étude par les services.

INTERVENTION DE MONSIEUR BERNARD CHATAIN

Monsieur Bernard CHATAIN, de la liste Soucieu Partageons Demain, a sollicité le Maire pour intervenir en séance du conseil municipal suite aux propos tenus dans le Soucieu Mag du mois de décembre 2022 qui mettaient en cause l'intégrité de l'ancien conseil municipal.

Intervention de Monsieur Bernard CHATAIN :

« La dette de la commune

Après avoir lu le rapport d'orientation budgétaire 2023, qui peut prétendre que la commune est quatre fois plus endettée qu'en 2020 ? Les chiffres sont sans appel :

- Annuité de la dette en 2020 : 166 000 € ; en 2022 : 210 000 €*
- Capital total de la dette en 2020 : 1,38 M€ ; en 2022 : 2,3 M€*

Et votre propre conclusion dans ce même rapport : 'il est à souligner que la dette reste modérée...'

Construction du restaurant scolaire

La seule annonce faite en 2019 : coût du bâtiment de 1,9 M€. Le budget a été respecté. La réalisation des salles de classe au 2^{ème} étage ne rentre pas dans ce budget et l'accompagnement de la cuisine n'était pas finalisé. Il y avait plusieurs solutions. La capacité de cuisine s'inscrivait sur le moyen terme et dans une stratégie intercommunale. Nos partenaires de l'époque ne vous ont pas donné une suite favorable.

Le projet Châteaubrun

Ce projet a été élaboré par EPORA, organisme d'Etat spécialisé dans l'aide aux collectivités qui travaille actuellement pour la commune. Il s'inscrivait dans une démarche imposée par la loi SRU de réduction du déficit de logements sociaux. Les dépenses engagées se déduisaient intégralement des amendes liées au déficit. Après plus de deux ans de démarches menées par notre DGS, la commune a eu gain de cause et vous avez bénéficié de l'annulation du classement de la commune dans l'aire urbaine de la métropole... et du remboursement des amendes versées chaque année. Mais vous oubliez de préciser que cela vous rapporte plus de 300 000 € de dotation de solidarité rurale chaque année.

En réalité, cette guerre-là est stupide. Il est trop facile d'utiliser un changement de contexte pour condamner des élus investis, expérimentés et qui ne prenaient pas de décisions à la légère.

Respectez les anciens élus, ils vous respecteront. »

Monsieur le Maire précise qu'il souhaite que l'échange qui suivra soit dépassionné et constructif.

Malo TRICCA expose qu'il croit en l'intégrité de l'équipe sortante. Les échanges qui ont court dans le Soucieu Mag et en cette séance portent sur le passé. Il serait souhaitable que les deux groupes se projettent dans l'avenir et débattent sereinement des projets à mener.

Stéphane PITOUT précise qu'il n'a jamais été question de malhonnêteté. Seuls des chiffres ont été rappelés dans le Soucieu Mag : le projet Châteaubrun induit un déficit de 200 000 € en plus d'une vente de terrain à l'euro symbolique alors qu'il était estimé à 300 000 €. En ce qui concerne les amendes, vous indiquez que vous alliez arrêter de les payer. Dans le même temps, vous dites que l'opération allait permettre de ne plus payer les amendes alors qu'il aurait fallu 299 logements pour rattraper le retard de la commune. Dans l'attente du retour du Préfet, il aurait fallu ne pas lancer l'opération.

Bernard CHATAIN répond qu'il conviendrait de savoir : soit l'ancienne équipe était incompétente, soit elle ne l'était pas. Il précise que la perspective ouverte par Epora apparaissait comme une porte de salut. En effet, les perspectives données par le Préfet quant aux suites à venir à la demande de la commune de sortir de l'aire urbaine de Lyon étaient peu encourageantes.

Frédéric LOGEZ indique que rappeler des faits ne revient pas à qualifier l'ancienne équipe de moins que rien.

Brice DEVIF indique qu'une publication récente de la liste Soucieu Partageons Demain indiquait que le restaurant scolaire était en capacité d'accueillir 400 élèves en deux services de 180 couverts et demande si ces propos ne la choquent pas.

Sylvie BROYER répond qu'en 2019, au moment de l'élaboration de ce projet, il y avait une autre projection de l'école privée, ce qui changeait complètement la donne. La situation a évolué par rapport aux accords initiaux. Elle demande à ce que l'on cesse de mettre le changement de contexte sur le dos de l'ancienne équipe. La cuisine a été dimensionnée pour s'adapter à un besoin qu'on n'avait pas à ce moment-là, tandis que les salles de restauration l'ont été pour les besoins recensés.

Laurence CHIRAT donne lecture de la publication mentionnée par Brice DEVIF.

Bernard CHATAIN rappelle que le permis de construire déposé pour la construction du restaurant scolaire comportait davantage de places que ce qui a été validé par la commission de sécurité.

Monsieur le Maire évoque un post sur les réseaux sociaux dans lequel il est dit que la démolition du WC public a été faite pour favoriser un privé.

Sylvie BROYER dit que cela n'a pas été rédigé de cette façon.

Stéphane PITOUT dit à Madame BROYER qu'il est facile de se dire agressé alors que l'autre liste fait de même.

Monique TALEB expose que depuis qu'elle a intégré l'équipe, un riverain a demandé dès la première réunion la démolition du WC public, ce qui a toujours été refusé. Et là, à l'occasion des travaux du centre-bourg, ces WC disparaissent.

Stéphane PITOUT expose que cette démolition n'a pas été faite au profit d'un particulier mais pour plusieurs personnes. Il fallait notamment désenclaver le restaurant pour des questions de sécurité incendie.

Monsieur le Maire indique que ce qui était cité dans le Soucieu Mag était la capacité de désendettement et non la dette.

Bernard CHATAIN précise que la capacité de désendettement est plus un indicateur de l'épargne de gestion que de l'emprunt. L'épargne de gestion est du fait de l'équipe actuelle, pas de l'équipe précédente. Les chiffres présentés pour 2023 sont d'ailleurs meilleurs.

Monsieur le Maire rappelle qu'une expertise a été menée par le centre du CRIDON dans le cadre de l'opération Châteaubrun.

Bernard CHATAIN expose que lorsque la commune part avec Epora, elle fait confiance à Epora qui est un organisme d'Etat pour le montage de l'opération.

Catherine CERRO demande pourquoi il n'a pas été possible de revenir sur cette opération.

Stéphane PITOUT indique que même si l'acte constitutif est illégal, la commune a été contrainte de le signer car les délais de recours contre la délibération du conseil municipal étaient dépassés. A l'époque, il vous a été fournis des éléments sur lesquels vous vous êtes basés pour prendre votre décision, mais il s'avère aujourd'hui que ces éléments ne reflétaient pas la réalité.

Sylvie BROYER demande pourquoi le conseil municipal a été sollicité pour conventionner à nouveau avec Epora s'il s'avère que cet établissement a été d'aussi mauvais conseil.

Stéphane PITOUT explique que la confiance n'exclut pas la surveillance.

Monsieur le Maire souhaite que, pour les trois ans qui restent à partager au conseil municipal, chacun s'engage à parler avec cordialité et courtoisie. Il rappelle le règlement intérieur qui s'applique à tous les modes de communication. Si les désaccords sur les projets sont possibles, personne ne doit manquer de respect à qui que ce soit.

Sylvie BROYER considère que le groupe minoritaire n'a pas accès à toutes les informations nécessaires et que le fonctionnement manque de partage. Elle regrette que le groupe ne soit pas intégré à la préparation des conseils municipaux qui se fait en G21.

Monsieur le Maire rappelle que tous les conseillers municipaux peuvent suivre les travaux menés dans les commissions municipales qui préparent les délibérations. Tous les groupes sont représentés dans les

commissions et la participation est libre. Les comptes-rendus du bureau d'adjoints sont mis à disposition sur le cloud.

Stéphane PITOUT indique qu'à l'arrivée de l'équipe actuelle, de nombreux documents de la mandature précédente n'ont pu être consultés.

Séance levée à 22h42

A Soucieu-en-Jarrest,
Le 22 mars 2023

Le secrétaire,
Malo TRICCA

Le Maire,
Arnaud SAVOIE

